

PROBLÈMES  
D'AMÉRIQUE LATINE

76

Printemps 2010

Crime organisé  
et violences

Gabriel Kessler

Marcelo Bergman

Michel Misse

Dennis Rodgers

Rodolfo R. Casillas

Varia

Jean-Pierre Lavaud

---

# LES ORGANISATIONS CRIMINELLES AU BRÉSIL : LA COMPLEXITÉ DES MARCHÉS ILLÉGAUX EN MILIEU URBAIN

---

*Michel MISSE \**

## INTRODUCTION

De 1980 à 2007, près d'un million de personnes sont assassinées au Brésil <sup>1</sup>. Il ne s'agit pourtant pas du bilan d'une guerre. Dans un premier temps, le taux des homicides ne cesse d'augmenter dans l'État de Rio de Janeiro. Il passe de 10 dans les années 1950 à 25 dans les années 1970 pour atteindre 50 pour 100 000/hab. dans les années 1980. Entre 1980 et 2007, quelque 200 000 personnes sont assassinées dans le seul État de Rio de Janeiro. Le nombre des homicides connaît une forte augmentation pendant plus d'une décennie dans les États de Rio de Janeiro, São Paulo et Belo Horizonte, mais il commence à diminuer au cours des dernières années, notamment à São Paulo. Il n'existe pas de consensus sur les raisons de cette forte progression continue et de cette baisse récente dans les trois métropoles. Si le nombre des détentions et des suspects tués par la police connaît une forte augmentation pendant la dernière décennie, la capacité de la justice pénale brésilienne d'élucider ces homicides et de sanctionner leurs auteurs est très faible. Des enquêtes

---

\* Michel Misse est sociologue, professeur de sociologie dans le département de sociologie de l'Institut de philosophie et sciences sociales (IFCS) de l'université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ) et du Programme de post-graduation en sociologie et en anthropologie de l'IFCS-UFRJ, chercheur du CNPq (Conseil national de recherches scientifiques) et auteur de *Crime e violência no Brasil contemporâneo. Estudos de sociologia do crime e da violência urbana*, Rio de Janeiro, Lumen Juris, 2006 et coauteur de *O Inquérito Policial no Brasil*, Rio de Janeiro, Booklink, 2010.

1. Données officielles du ministère de la Santé qui publie chaque année les statistiques de la mortalité sur la base de la Classification internationale des maladies (CIM 10). Ces statistiques se fondent sur le certificat de décès du médecin exigé pour l'obtention du permis d'inhumation.

**Tableau 1. Homicides intentionnels au Brésil et dans les principales régions métropolitaines (en chiffres absolus)**

	1990-1992	1993-1995	1996-1998	1999-2001	2002-2004	2005-2007
Rio de Janeiro	11 689	13 863	17 623	16 326	17 568	14 934
São Paulo	19 797	22 620	28 539	32 606	25 687	14 086
Belo Horizonte	1 285	1 471	2 184	3 503	6 708	6 774
Porto Alegre	2 336	1 942	2 482	2 784	3 270	3 602
Recife	4 007	3 854	5 798	7 298	7 220	7 486
Vitória	1 468	2 217	3 082	3 212	3 592	3 665
Fortaleza	1 081	1 495	1 687	2 075	2 536	3 207
Salvador	nc	2 459	2 356	1 115	2 484	4 433
Curitiba	915	1 168	1 617	2 022	2 928	3 902
Belém	1 050	909	1 054	884	1 476	2 271
Brésil	91 174	100 342	121 351	136 217	149 112	144 430

montrent que moins de 15 % des homicides sont élucidés par la police dans l'État de Rio de Janeiro et leurs auteurs présumés poursuivis par la justice. Comme l'écrasante majorité des homicides reste non élucidée, l'impunité de leurs auteurs contribue à la commission de nouveaux crimes. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : dans l'État de Rio de Janeiro, un assassinat a 85 % de chance de n'être pas connu de la police. Bien que le faible taux d'élucidation des homicides ne permette pas de se faire une idée des circonstances dans lesquelles ils sont commis, les spécialistes s'accordent à estimer que cette augmentation est en grande partie liée au trafic de drogues vendues au détail dans les *favelas* et dans d'autres quartiers à faibles revenus. Le type de violence qui se manifeste dans l'État de Rio de Janeiro à partir des années 1980 va essaimer vers un grand nombre de villes du pays à partir des années 1990 (tableau 1).

Toujours dans l'État de Rio de Janeiro, le taux des vols avec violence ou sous la menace enregistrés par la police passe de 263 pour 100 000 habitants en 1980 à 830 pour 100 000 habitants en 2009. Cependant, la sous-estimation est importante et l'enquête la plus récente de victimation réalisée en 2007 dans la région métropolitaine de Rio de Janeiro fait apparaître que dans les cinq années précédant l'enquête (2002-2006) près de 25 % de la population de la région a été victime d'au moins un vol <sup>2</sup> (au domicile, de véhicule ou d'autres biens) et, au cours de l'année précédant l'enquête, 7,3 % de la population a été victime d'un vol. En un an, près d'un million de résidents de la région métropolitaine de la deuxième ville la plus peuplée du pays ont

2. La loi brésilienne qualifie de « vol » (*roubo*) l'expropriation des biens d'autrui avec violence ou sous la menace (attaque à main armée) et le distingue du simple vol réalisé par ruse et sans arme (*furto*).

été victimes de 1 850 000 vols. Cependant, 30 % seulement des victimes ont déposé plainte dans les commissariats de police. Les autres pensent que, la police étant dans l'incapacité de traiter ces affaires et de poursuivre les coupables, porter plainte est peine perdue. Les enquêtes montrent qu'ils n'ont pas entièrement tort : moins de 2 % des vols perpétrés chaque année à Rio donnent lieu une investigation de la police réunissant des preuves suffisantes pour permettre au ministère public de poursuivre les suspects devant la justice <sup>3</sup>.

Il est difficile de ne pas faire le lien entre l'augmentation considérable du volume des crimes avec violence à partir des années 1980 et l'importance des différentes catégories de marchés illégaux urbains bien que les données regroupent aussi bien les crimes passionnels que les règlements de compte qui accompagnent les activités criminelles. On ignore, par ailleurs, la proportion des crimes commis par un seul ou par plusieurs individus et dans quelle mesure ils sont imputables à des organisations criminelles.

L'importance et la diversité des organisations criminelles dans le pays ne permettent pas d'aborder ici de manière exhaustive leurs modalités d'action. Ces activités peuvent prendre différentes formes : corruption à l'occasion d'appels d'offres pour la réalisation de travaux publics, en matière d'offre de services publics, de financement de campagnes électorales et de partis politiques, extorsion de fonds et constitution de réseaux de fonctionnaires percevant quotidiennement des revenus dans tous les domaines d'activité. Ces questions ne seront pas traitées ici, de même que la contrebande des armes, la traite des êtres humains, femmes et enfants, le trafic d'organes, le piratage de logiciels, de disques compacts et de DVD. Par ailleurs, nombre de marchés illicites profitent de la libre circulation des capitaux et de l'absence de toute réglementation contrôlant les mouvements spéculatifs et le blanchiment d'argent.

L'analyse se limitera par conséquent à trois types d'organisations criminelles qui attirent davantage la réprobation morale de la société et la répression policière dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle et la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle parce qu'elles ont recours à la violence et possèdent une plus grande visibilité politique et médiatique : le jeu de *bicho* <sup>4</sup>, les « commandos » qui se disputent le marché de détail de la drogue dans les villes et les groupes et réseaux d'offre de protection des marchés illégaux. À partir des années 1980, le trafic de drogue et la constitution de réseaux d'offre de protection deviennent les principales activités criminelles à Rio de Janeiro comme à São Paulo et constituent la première cause de l'augmentation continue de

---

3. M. Misse, « El delito como parte del mercado ilegal: Violencia, mercancía política y narcotráfico en Rio de Janeiro », dans R. Stanley (dir.), *Estado, violencia y ciudadanía en America Latina*, Madrid, Entimema, 2009.

4. Ce « jeu de l'animal » est une loterie très populaire dont le montant de la mise varie au gré du joueur. Ce dernier choisit un animal (25 au total) et mise sur une série (quatre en tout) de chiffres. (N.d.T.)

la violence dans les principales villes du pays. Mais, auparavant, régnait le jeu de *bicho*.

### LE JEU DE BICHO

Jusqu'en 1980, le jeu de *bicho* est une activité criminelle dont l'organisation est proche du modèle mafieux. Il se pratique depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans l'État de Rio de Janeiro; il reste clandestin, même lorsque les casinos et les maisons de jeu sont légalisés, mais n'est pas considéré comme un crime par le Code pénal brésilien. Il est passible d'une contravention pénale impliquant des peines plus légères.

Il s'agit, au départ, d'une manière légale de réunir de l'argent pour le Jardin zoologique. Entre 1920 et 1950, ce jeu va devenir le principal foyer de violence à Rio de Janeiro qui met aux prises ses « banquiers » pour le partage du contrôle du territoire de l'ancienne capitale fédérale. Le joueur peut miser sur 25 animaux, chacun d'eux disposant de quatre séries de chiffres (unité, dizaine, centaine, millier). Il mise dans un « point » (un carrefour, un kiosque à journaux, une petite table dans la rue) où se trouve une « banque <sup>5</sup> ». Il existe des milliers de « points » de jeu de *bicho* disséminés dans la ville. C'est également là que sont donnés les résultats. L'expression bien connue « pour valoir ce qui est écrit » est censée renforcer le sérieux des mises et la confiance dans le paiement des rapports. C'est le « banquier », également connu sous le sobriquet (péjoratif) de *bicheiro*, qui garantit les rapports. Ce même terme désigne indifféremment les gérants et tout autre membre de l'organisation. À sa tête se trouve le « banquier » (toujours en relation avec ses frères et fils adultes), entourés de gardes du corps, de comptables et d'avocats. Au-dessous se trouvent les gérants des points de jeu, répartis sur une région ou un quartier. Ils disposent de structures de sécurité mobilisables pour défendre les points. Au plus bas de l'échelle se tiennent les « enregistreurs », qui entrent en contact physique avec les joueurs et notent leur combinaison sur des talons.

Par le passé, les *bicheiros*, moins riches qu'aujourd'hui, dont le territoire était, par exemple, une *favela*, étaient contraints d'avoir recours à un *bicheiro* plus riche pour couvrir les mises très élevées des gagnants. C'est ce qu'on appelle une « décharge » qui permet que toutes les mises soient couvertes et payées aux gagnants. Chaque tirage se fait en présence de vérificateurs de plusieurs « banquiers », ce qui entraîne l'unification du tirage, les résultats étant considérés comme valables par tous les « banquiers » (non seulement à Rio mais dans d'autres États). Ce système de loterie est connu jusqu'à ce jour sous le nom de « Paratodos <sup>6</sup> ». Ainsi, grâce à toutes ces précautions, le

---

5. Pour une ethnographie d'un « point » de jeu de *bicho* dans les années 1970, voir L. A. Machado da Silva, A. Figueiredo, « A partir de um ponto do jogo do bicho », Ronéotypé, 1978.

6. Littéralement: « pour tous ». (N.d.T.)

jeu de *bicho*, bien que clandestin, est considéré dans les milieux populaires et par les joueurs comme une loterie des plus honnêtes.

Le territoire du *bicheiro* est en général celui de sa résidence (un ou plusieurs quartiers, une ville voire un municpe). Le rapport que les *bicheiros* entretiennent avec la population de leur territoire est caractéristique de ce que l'on a appelé le « *mandonismo* <sup>7</sup> local » dans le monde rural brésilien. Nombre d'entre eux entretiennent des rapports de type clientéliste avec les habitants de leur lieu d'implantation et se sont transformés en mécènes et présidents d'écoles de samba et de clubs de football à Rio de Janeiro. La quasi-totalité des écoles de samba possèdent leur *bicheiro* dont le nom est connu de tous les producteurs de carnaval populaire à Rio. Natal da Portela, par exemple, en est l'une des figures légendaires : il participa à la fondation de l'une des plus traditionnelles écoles de samba de Rio de Janeiro. L'histoire de sa vie lui a mérité un long-métrage, aujourd'hui rediffusé à la télévision <sup>8</sup>.

Outre ceux des employés du jeu, les justificatifs de paiement des principaux *bicheiros* incluent un système de prévoyance informel destiné à verser une pension aux gérants, gardes du corps et aux enregistreurs retraités ou à leurs veuves. Leur contribution financière au fonctionnement de différentes associations et leur important investissement dans le carnaval permet de neutraliser les accusations de la grande presse auprès de leurs bénéficiaires et d'une partie des couches populaires. Des journalistes, hommes politiques, dirigeants communautaires, policiers, voire des promoteurs et des juges ont, à un moment déterminé, été des destinataires de tels justificatifs de paiement. Jusqu'à une date très récente, des candidats au gouvernement et au parlement d'État cherchent ouvertement l'appui de *bicheiros*. Sous la dictature militaire, les *bicheiros* jouissent d'une grande impunité et certains entretiennent des liens très étroits avec le régime. Un ex-capitaine de l'armée de terre qui a travaillé pour les services de renseignement de la dictature est aujourd'hui un *bicheiro* reconnu après avoir gravi nombre d'échelons et occupé durant plusieurs mandats la présidence de la Ligue des écoles de samba de Rio de Janeiro (poste tenu à tour de rôle, pendant un temps déterminé, par des *bicheiros* et qu'ils contrôlent encore aujourd'hui).

7. De *mandão*, adjectif ou substantif désignant celui qui commande avec arrogance ou qui aime commander ; despote, tyran. Terme du langage familier à connotation péjorative (féminin *mandona*). (N.d.T.)

8. Le jeu de *bicho* a inspiré nombre d'œuvres littéraires, théâtrales et cinématographiques. Parmi les plus connues, on peut citer *Boca de Ouro* [*Bouche d'Or*], pièce de Nelson Rodrigues portée deux fois à l'écran. R. Damatta et E. Soarez ont rédigé une intéressante étude anthropologique du jeu de *bicho* et de sa « culture ». Voir R. Damatta, E. Soarez, *Águias, burros e borboletas. Um estudo antropológico do jogo do bicho*, Rio de Janeiro, Rocco, 1999. Voir également M. Misse, *Malandros, marginais e vagabundos. A acumulação social da violência no Rio de Janeiro*, IUPERJ, thèse de doctorat en sociologie, 1999.

Le jeu de *bicho*, institution informelle de poids, existe depuis quasi un siècle, mais les familles de *bicheiros* n'en ont pas vraiment conscience. Certaines parviennent à se maintenir, la fonction se transmettant de père en fils pendant cinquante ans ou plus. Mais, en règle générale et dans la majorité des cas, la concurrence et le conflit entre anciens « banquiers » pour le contrôle des territoires de jeu interdisent toute continuité. Certains nouveaux *bicheiros* qui apparaissent sous la dictature militaire (1964-1985) occupent des positions tenues jusqu'alors par d'autres familles, mais ces changements permettent des accords qui mettent fin aux conflits violents caractéristiques de cette activité au cours de la plus grande partie du XX<sup>e</sup> siècle. Le jeu de *bicho* s'est propagé à l'ensemble du pays jusque dans les années 1950 sans aucun contrôle centralisé ou structure verticale unique. Les *bicheiros* de chaque État gardent leur autonomie vis-à-vis de Rio de Janeiro, mais ne cessent pas d'entretenir des relations avec les plus importants *bicheiros* de Rio.

En 1980, les « banquiers » du jeu de *bicho* de Rio de Janeiro cessent de s'affronter pour constituer une « direction » dans le but de faire face à la baisse des profits consécutive à l'apparition de plusieurs loteries au tirage quotidien ou hebdomadaire contrôlées par une banque officielle, la Caixa Econômica Federal. Cependant, sans abandonner le jeu de *bicho*, les « banquiers » diversifient leurs investissements dans des entreprises légales et de petits casinos clandestins, ce qui entraîne une relative accalmie de la violence qui régnait jusqu'alors. Avec le déclin du jeu de *bicho* consécutive à l'apparition de ces loteries, une partie de la direction « investit » dans l'hôtellerie au Brésil et dans des casinos légaux dans d'autres pays d'Amérique du Sud. Quant à l'autre partie, elle se dispute l'héritage du principal *capo*, Castor de Andrade <sup>9</sup>, revivant les vieilles rivalités cette fois-ci pour le contrôle et l'implantation de machines à sous dans les bars de la ville. Il existe encore des accusations de « blanchiment d'argent » et de liens avec le trafic international, sans qu'aucune preuve n'ait pu être apportée par la justice. En 1993, les 14 plus importants *bicheiros* de Rio sont détenus par une juge au cours d'une audience ordinaire et condamnés pour « association de malfaiteurs » à six ans de prison. Après avoir purgé une partie de leur peine,

---

9. Il s'agit du plus connu et du plus puissant *bicheiro* du pays. Son territoire s'étendait sur une grande partie de l'Ouest de l'État de Rio. Fils de *bicheiro*, il était avocat et fut président du Bangu Futebol Club et de l'Escola de Samba Mocidade Independente de Padre Miguel, l'une des plus importantes écoles de samba. Il fut l'artisan du « sommet » dont le versant légal est la Liga Independente das Escolas de Samba do Rio de Janeiro. Il meurt en 1997 à l'âge de 70 ans. Il sera détenu et remis en liberté plusieurs fois. Sa maison de la banlieue de Rio, la « forteresse », est investie lors d'une opération policière en 1994. Les noms d'hommes politiques figurant sur les registres de paiement seront rendus publics. Il prend la fuite déguisé jusqu'à ce qu'il soit arrêté dans une autre ville. Après sa mort, son fils Paulo Andrade prend le contrôle du jeu de *bicho* et son gendre, Fernando Ignacio, celui d'un réseau de machines à sous et de vidéo-poker. Paulo sera assassiné et son gendre tentera de prendre le contrôle de son héritage dans un combat sans merci. Un ex-responsable de la police de Rio est actuellement détenu et accusé d'avoir bénéficié de ses activités illicites.

ils retournent normalement à leurs occupations : ils continuent à contrôler les 10 principales écoles de samba et à intervenir dans la politique locale.

Si le jeu de *bicho* a toujours été criminalisé dans le pays, il a toujours compté avec le soutien de la population, avec ses centaines de milliers de joueurs, ce qui favorise la création d'un climat propice à la corruption de policiers, de membres de l'appareil judiciaire et d'hommes politiques. Des candidats obtiennent des voix en échange d'une tolérance du jeu, des policiers touchent régulièrement des commissions sur les lieux mêmes des points de jeu ou figurent sur les registres de paiement aux côtés de sicaires, de joueurs de football, d'artistes et de membres de l'appareil judiciaire. De la fin des années 1950 au milieu des années 1960, un certain nombre de gouverneurs (des États de Bahia, Paraíba, Rio de Janeiro) décident, de leur propre initiative, de « légaliser » le jeu de *bicho* en interdisant à la police de l'État d'intervenir au nom de la lutte contre la corruption. L'expérience ne se prolongera guère, excepté dans l'État de Paraíba. Dans les États du Nordeste, le jeu de *bicho* est semi-légal jusqu'à ce jour bien que plusieurs établissements commerciaux dans lesquels fonctionnent des points de jeux aient été fermés par la police fédérale dans les États de Ceara et de Pernambouc. Le jeu est proposé dans tout l'État de Rio de Janeiro, en général près des kiosques à journaux, par des enregistreurs assis sur des chaises ou des bancs improvisés faits de cageots de fruits. La police perçoit sa part et interpelle parfois des enregistreurs, saisit les talons de jeu, probablement en connivence avec les contrevenants, car le jeu continue à se dérouler normalement et les résultats à être affichés sur les murs d'immeubles et les poteaux proches du point (ou « banque ») de jeu de *bicho*.

#### LES « COMMANDOS » DU TRAFIC DE DROGUE

Le Brésil n'est pas un pays producteur de drogues illicites. Cependant, on y élabore des substances chimiques entrant dans la fabrication de la cocaïne de base. Si la police a effectivement localisé et détruit des petits laboratoires, la plus grande partie de la drogue qui rentre dans le pays est déjà prête à la consommation. Il existe une petite production de cannabis dans le Nordeste, toujours réprimée par la police fédérale, qui ne suffit pas à la consommation du pays. L'essentiel des drogues illicites, cannabis et cocaïne essentiellement, entre au Brésil par la frontière avec le Paraguay. Le Brésil se trouve sur la route internationale de la cocaïne en provenance de Bolivie, du Pérou et de Colombie et à destination de l'Europe ainsi que des États-Unis. Le commerce en gros de la cocaïne suit trois voies principales : la première traverse l'Amazonie pour atteindre la Caraïbe et les États-Unis via Manaus et Belém do Pará ; la deuxième franchit les frontières avec le Paraguay et l'Argentine en direction de l'État du Paraná ; la troisième passe par les fermes le long de la frontière avec l'État du Mato Grosso do Sul, traverse l'État de São Paulo, passe par les ports de Santos et de Rio de Janeiro pour se diriger ensuite vers l'Afrique (Nigeria) et l'Europe (Espagne). Ces mêmes routes servent à approvisionner un marché de détail de la drogue qui se constitue, dans un premier temps, à partir d'un détournement d'une

partie du commerce international puis va se transformer, dès les années 1980, en une filière propre d'approvisionnement. Dans les années 1990, la route qui relie le Paraguay à São Paulo et Rio de Janeiro commence à servir au trafic d'armes de guerre (fusils AK-47, AR-15, grenades, lance-roquettes anti-aériens, mitrailleuses) utilisées dans les combats entre bandes et factions rivales pour le contrôle des points de vente dans les *favelas* de Rio de Janeiro ainsi que dans les affrontements avec la police.

Les principales organisations criminelles se livrant au trafic de drogue au détail à Rio de Janeiro apparaissent au sein du système carcéral sous la dictature militaire. À partir de 1968, les organisations de gauche de résistance à la dictature militaire se lancent dans la lutte armée : les attaques de banques deviennent alors l'un des moyens de réunir des fonds pour la révolution. En 1969, le régime militaire ratifie une loi de sécurité nationale aux termes de laquelle les crimes commis par les militants de gauche sont considérés comme de droit commun. De ce fait, avec cette loi, qui ne sera abrogée que plus de dix ans plus tard, militants de partis politiques et voleurs de banque de droit commun vont partager le même sort.

Pendant toute cette période, les détenus politiques s'organisent dans les prisons de Rio de Janeiro pour obtenir un certain nombre de droits. Dans la première moitié des années 1970, le succès relatif de leur combat servira d'exemple aux voleurs de banque de droit commun que l'ensemble des détenus surnomme « ceux de la loi de sécurité ». Ces derniers décident à leur tour de s'organiser pour obtenir des droits et imposer leur pouvoir à l'intérieur des prisons. C'est pour cette raison et aussi parce que certains de leurs leaders se disent de gauche (ce que ne reconnaissent pas les détenus politiques) qu'ils se donnent, dans un premier temps, le nom de « Phalange rouge », que la presse transformera plus tard en « Commando rouge » (CV)<sup>10</sup>, appellation qui va finir par s'imposer. C'est en 1979 qu'est présenté aux autorités gouvernementales le premier rapport d'un directeur de prison faisant état d'une organisation à l'intérieur du système carcéral. Il indique que cette dernière est constituée de condamnés qui se sont attaqués en bande à des banques. Comme les prisonniers politiques qui tombent également sous le coup de cette même loi sont amnistiés en 1979, il se crée un climat de révolte parmi « ceux de la loi de sécurité » faisant partie du Commando rouge : ils considèrent que leurs droits ne sont pas respectés dans la mesure où ils n'ont pas bénéficié de l'amnistie. Leur slogan est alors : « Paix, justice et liberté ».

Dans les années qui vont suivre, avec la baisse du prix de la cocaïne sur le marché latino-américain consécutive à l'entrée de la Colombie dans la production, les anciens points de vente de *maconha* (cannabis) dans les *favelas* de Rio passent sous le contrôle des membres du Commando rouge pour être adaptés à la vente de la cocaïne. Entre 1982 et 1985, un modèle d'organisation

---

10. Afin de faciliter la lecture, nous avons pris la décision de contracter « Commando rouge » par les initiales « CV » plus respectueuses de la formule initiale portugaise « Comando Vermelho ». (N.d.T.)

apparaît qui met en réseau les bandes actives dans la distribution au détail sur la base de la protection offerte par le Commando rouge à l'intérieur des prisons <sup>11</sup>. Désormais, ce modèle comprend deux secteurs, l'un *intra muros* et l'autre *extra muros*. Plusieurs « patrons » – détenus ou non – contrôlent le trafic au détail dans une ou plusieurs *favelas* <sup>12</sup> tout en conservant une certaine autonomie par rapport aux dirigeants du Commando rouge et n'ont aucun lien organisationnel avec les grossistes fournisseurs de drogue. Leur capital réside dans l'exercice de la suprématie sur leur zone, par la violence, et dans leurs contacts avec les fournisseurs intermédiaires (les « mules ») voire avec les grossistes. Sur chaque territoire où est installé le trafic, règnent une division du travail et une hiérarchie du pouvoir toujours en place trente ans plus tard, bien qu'elles se soient simplifiées dans certaines zones sous l'effet de la forte répression policière au cours de la dernière décennie : un « patron », ses « gérants », l'un pour le cannabis (gérant du « noir »), l'autre pour la cocaïne (gérant du « blanc »), et un troisième pour la sûreté du territoire (gérant des « soldats »). Au-dessous se tiennent les « bateaux », vendeurs directs, chacun détenant un « chargement » de 300 unités de drogue en moyenne, les « avions », qui travaillent loin de la « bouche » ou font même de la revente dans d'autres lieux, les « soldats », enfin, qui se chargent de l'armement lourd et sont prêts à faire face à des envahisseurs concurrents (les « Allemands », en argot) ou à la police.

Étant donné que tout cela se passe depuis au moins trente ans, il existe une génération née et socialisée dans les *favelas* et les cités pour qui le « mouvement » (nom donné au trafic au détail <sup>13</sup>) est une donnée culturelle normale. Une partie de ces jeunes se propose régulièrement pour remplacer ceux qui ont été détenus ou tués, de telle manière à maintenir le « mouvement », même lorsque la répression s'installe durablement. Dans un contexte social dépourvu généralement de toute marque identitaire collective

11. Sur le trafic de drogue à Rio, on consultera les enquêtes les plus importantes : A. Zaluar, *Condomínio do Diabo*, Rio de Janeiro, Editora da UFRJ, 1995 ; A. Zaluar, *Integração Perversa: Pobreza e tráfico de drogas*, Rio de Janeiro, Editora da FGV, 2004 ; M. Misse, « As ligações perigosas: mercado informal ilegal, narcotráfico e violência no Rio de Janeiro », *Contemporaneidade e Educação*, vol. 2, n° 1, 1997 ; M. Misse, *op. cit.*, 1999 ; M. Misse, « Le Movimento. Les rapports complexes entre trafic, police et *favelas* à Rio de Janeiro », *Déviance et société*, vol. 32, n° 4, 2008, pp. 495-506 ; M. Lopes de Souza, « Redes e sistemas do tráfico de drogas no Rio de Janeiro: uma tentativa de modelagem », *Anuário do Instituto de Geociências*, vol. 19, 1996, pp. 45-60 ; M. Alvito, *As cores de Acari : Uma favela carioca*, Rio de Janeiro, Ed. Fundação Getulio Vargas, 2001 ; A. Rafael, *op. cit.*, 1997 ; A. Rafael, *Um abraço para todos os amigos. Algumas considerações sobre o tráfico de drogas no Rio de Janeiro*, Niterói, EDUFF, 1998 ; L. Dowdney, *Children of the Drug Trade. A Case Study of Children in Organized Armed Violence in Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro, Sete Letras, 2003 ; R. de Souza, *op. cit.*, 2004 ; L. A. Machado da Silva (dir.), *Vida sob cerco. Violência e rotina nas favelas do Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro, Editora Nova Fronteira/FAPERJ, 2008.

12. On dénombre quelque 700 *favelas* dans la ville de Rio de Janeiro qui comptent plus d'un million d'habitants.

13. Voir M. Misse, *op. cit.*, 2008.

**Tableau 2. Répartition des commandos dans les *favelas* et cités de Rio**

	Zones (N)	%
Commando rouge (CV)	77	31,4
Amis des amis (ADA)	34	13,9
Troisième commando pur (TCP)	29	11,8
Zones contrôlées par les milices	96	39,2
Zones contrôlées par la police	9	3,7
Total	245	100,0

forte, il se constitue progressivement un référentiel symbolique d'identité locale, y compris chez les jeunes non directement impliqués dans le trafic. Ces derniers en viennent à s'identifier au Commando avec parfois autant de conviction que des supporters de club de foot.

L'objectif du Commando rouge est de s'assurer le monopole du marché de détail de la drogue dans l'ensemble de l'État de Rio de Janeiro. Or, au milieu des années 1980, apparaît une autre organisation, le Troisième commando (TC)<sup>14</sup>, qui se met à disputer violemment son territoire au Commando rouge. C'est ainsi que s'engage une course à l'armement entre les deux commandos pour disposer des armes létales les plus efficaces afin de contrôler les points de vente ou en implanter de nouveaux dans d'autres *favelas*. Parallèlement au trafic de drogue s'organise par conséquent un trafic d'armes de guerre (fusils AK-47, AR-15, mitraillettes équipant l'armée, grenades, armes antiaériennes, lance-roquettes antichars, etc.) Il existe aussi des trafiquants qui contrôlent des zones considérées comme « indépendantes » des deux commandos. Avec le temps, à partir du milieu des années 1990, des dissidents font leur apparition qui constituent de nouvelles factions – Jeune commando rouge, Amis des amis et Troisième commando pur –, ce qui porte le conflit avec le Commando rouge à des niveaux de violence inconnus auparavant dans la ville de Rio. C'est également au milieu des années 1990 que le gouverneur de l'État se voit dans l'obligation d'accepter que l'armée mène une opération dans la ville. Cette intervention, qui fera cesser momentanément la violence, s'avérera incapable de démanteler les commandos et d'empêcher la reprise des affrontements au cours des années suivantes. La répartition des différents commandos dans les *favelas* et les cités de Rio de Janeiro s'établit, en 2009, comme indiqué dans le tableau 2.

En offrant des primes aux policiers qui arrêtent ou abattent des chefs du trafic, la police ne fait qu'accentuer une politique d'extermination. Les opérations policières répétées dans les *favelas* et les cités se soldent par une

14. On n'a pas connaissance de l'existence d'un « deuxième » commando. Des détenus qui purgent leur peine m'ont affirmé au cours d'entretiens que le Troisième commando est une création de policiers dont l'objectif est d'affaiblir le Commando rouge et de le concurrencer pour bénéficier des revenus du trafic.

**Graphique 1. Civils suspects abattus lors d'affrontements avec la police dans l'État et la ville de Rio de Janeiro 1993-2008 (chiffres absolus)**



Source: Instituto de Segurança Pública et Necvu-UFRJ.

augmentation du nombre des détentions et des morts sans pour autant permettre à l'État de reprendre et de garder le contrôle de ces zones. Cette politique aura des effets pervers: d'une part, elle stigmatise les habitants de ces lieux, les assimile à des trafiquants et les expose à l'action meurtrière de la police; d'autre part, elle provoque chez eux un grand sentiment d'injustice et un mouvement de révolte devant leur sort d'otages de la violence du trafic comme de celle de la police. Dans certains endroits, il n'est pas rare de voir les habitants protéger les trafiquants contre une police qu'ils considèrent comme corrompue et violente; partout, cependant, la peur des trafiquants et la terreur que leur inspire la police acculent les résidents à la soumission et au silence. Privés de l'appui des résidents, les policiers sont de plus en plus ressentis comme une force étrangère et envahissante. Non seulement les jeunes ne peuvent s'identifier à eux, mais ils les rejettent comme ennemis, les surnommant « Commando bleu » ce qui revient à les assimiler à des trafiquants<sup>15</sup>. Parallèlement aux arrestations et aux exécutions, les policiers négocient la protection des trafiquants. Le nombre de personnes soupçonnées de trafic de drogue tuées au cours d'affrontements avec la police de Rio parce qu'elles lui auraient résisté au moment de leur arrestation atteint des niveaux inégalés au Brésil comme dans d'autres pays (graphique 1).

Depuis les années 1990, l'État de São Paulo, la plus grande des concentrations urbaines d'Amérique du Sud, compte dans ces prisons de la capitale et du reste de l'État des petites organisations criminelles dont aucune ne peut rivaliser avec celles de l'État de Rio de Janeiro. La vente au détail de la drogue y est également éparpillée et très peu structurée

15. Lors de nos entretiens, nombre de mes interlocuteurs ont fait allusion à la permanente extorsion de fonds pratiquée par les policiers sur les trafiquants pour alimenter la principale source de revenus du Commando bleu.

jusqu'à l'apparition du Premier commando de la capitale (PCC)<sup>16</sup>. Comme à Rio de Janeiro, c'est du milieu carcéral que surgit cette organisation à São Paulo en 1993, tout de suite après la tuerie perpétrée par la police dans la prison de Carandiru, la plus importante de l'État<sup>17</sup>. Elle reste cependant peu connue et sa croissance, exclusivement en milieu carcéral, se nourrit des sentiments d'injustice et de révolte des détenus devant leurs conditions de détention et l'excessive rigueur des régimes disciplinaires en vigueur. La presse va alors faire état de la formation d'un vaste réseau criminel regroupant cette organisation de détenus de São Paulo et le Commando rouge de Rio. Jusqu'à ce que se produise ce que l'on va nommer la « méga rébellion de 2001 », lorsque les détenus de 29 établissements pénitentiaires se révoltent en plusieurs endroits de l'État. En mai 2006, les leaders du PCC lancent une série de mutineries, cette fois dans 73 centres pénitentiaires de l'État de São Paulo, accompagnées d'une vague d'actions violentes qui vont se poursuivre quatre jours durant, paralysant pendant plusieurs heures le plus important centre économique du pays. Le bilan s'établira à des centaines

---

16. On ne dispose encore que de peu d'études sur le PCC, une organisation criminelle qui se fait connaître lors des événements de 2003 en parvenant à paralyser la ville de São Paulo par une série d'actions violentes. Outre les études sur ses origines, écrites par des magistrats du parquet, des journalistes et des parents de détenus (M. Christino, *Por dentro do crime – corrupção, tráfico, PCC*, São Paulo, Fiúza, 2001 ; J. Jozino, *Cobras e lagartos : A vida íntima e perversa nas prisões brasileiras. Quem manda e quem obedece no partido do crime*, Rio de Janeiro, Objetiva, 2005 ; C. Amorim, *CV-PCC : A irmandade do crime*, Rio de Janeiro, Record, 2003 ; R. Barbato Jr., *Direito informal e criminalidade : Os códigos do cárcere e do tráfico*, Campinas, Editora Millennium, 2007 ; F. Souza, *PCC, a facção*, Rio de Janeiro, Record, 2007), un certain nombre de chercheurs commencent aujourd'hui à révéler les contours de son organisation à l'intérieur et à l'extérieur du milieu carcéral de São Paulo. Voir notamment S. Adorno, F. Salla, « Criminalidade organizada nas prisões e os ataques do PCC », *Revista Estudos Avançados*, São Paulo, Instituto de Estudos Avançados da USP, vol. 21, n° 61, 2007, pp. 7-29 ; G. Mingardi, « O trabalho da Inteligência no controle do Crime Organizado », *Revista de Estudos Avançados*, vol. 21, n° 61, 2007, pp. 51-69 ; G. de Santis Feltran, « Trabalhadores e bandidos : Categorias de nomeação, significados políticos », *Revista Temáticas*, année 30, vol. 15, 2007, pp. 11-50 ; G. de Santis Feltran, « O legítimo em disputa : as fronteiras do "mundo do crime" nas periferias de São Paulo », *Dilemas – Estudos de Conflito e Controle Social*, vol. 1, n° 1, 2008 ; G. de Santis Feltran, *Fronteiras de tensão : um estudo sobre política e violência nas periferias de São Paulo*, Campinas, thèse de doctorat de sciences sociales, UNICAMP, 2008 ; C. Caldeira Dias, « Ocupando as brechas do direito formal : o PCC como instância alternativa de resolução de conflitos », *Dilemas – Estudos de Conflito e Controle Social*, vol. 1, n° 4, 2010 ; K. Biondi, « Tecendo as tramas do significado : as facções prisionais enquanto organizações fundantes de padrões sociais », dans M. P. Grossi, M. L. Heilborn, L. Z. Machado (dirs.), *Antropologia e Direitos Humanos 4*, Florianópolis, Nova Letra, 2006, pp. 303-350. Sur le « monde du crime » d'avant le PCC à São Paulo, voir J. R. Ramalho, *Mundo do crime : A ordem pelo avesso*, Rio de Janeiro, Edições Graal, 1979.

17. Pour mater une révolte dans la prison de Carandiru, en 1992, la police militaire pénètre dans plusieurs galeries et ouvre le feu sur les mutins sans défense. 111 détenus seront tués, faits désormais connus sous le nom de « massacre de Carandiru ».

de morts dans plusieurs points de la région métropolitaine et de l'intérieur de l'État. Il n'est désormais plus possible d'ignorer la nouvelle organisation criminelle née dans les chaînes.

Comme le CV, le PCC est un réseau de bandes interconnectées de l'intérieur et de l'extérieur du milieu carcéral. Cependant, à la différence de celle du CV, l'organisation du PCC semble beaucoup plus hiérarchisée. De plus, ce réseau prétend à une organicité ignorée des commandos de Rio qui se traduit par un rituel de « baptême » pour le nouveau membre, des statuts, un engagement de fidélité et la reconnaissance de l'autorité d'un « parrain » auquel il doit rendre compte et qui sera responsable de la nouvelle recrue<sup>18</sup>. Ces membres s'appellent « frères » entre eux ; leur devise est identique à celle du CV, « Paix, justice et liberté » et leur drapeau est frappé du Yin et du Yang taoïstes. Dans un de ces travaux de recherche, Camila Dias<sup>19</sup> affirme qu'à partir de 2001, l'organisation du PCC passe d'un modèle pyramidal adopté dans un premier temps (1993-2000) à un modèle « cellulaire » sous l'influence de son plus célèbre leader, Marcola<sup>20</sup>. L'introduction d'un principe égalitaire dans l'organisation permet à tout membre de prendre une décision « au nom du PCC » à condition d'en assumer la responsabilité. Cette mesure se heurtera aux exigences de certains groupes de l'organisation qui préconisent de limiter l'application d'un tel principe<sup>21</sup>. Mais on ne dispose que de rares études sur les modalités de fonctionnement des réseaux *extra muros* du PCC qui contrôlent le trafic de drogue<sup>22</sup>. Cependant, il semblerait que les réseaux de bandes adhérant au PCC détiennent le monopole de la distribution en gros de drogue dans l'État de São Paulo. Ils seraient également en partie responsables de la baisse du nombre des homicides que l'on y a enregistré au cours des cinq dernières années attribuable au contrôle des conflits locaux exercé par des « tribunaux informels » appelés « débat<sup>23</sup> ».

## GROUPES PARA-POLICIERS ET OFFRE DE PROTECTION

Dans les années 1950, se crée à Rio de Janeiro à l'initiative du chef de la police d'alors un Groupe des enquêtes spéciales dont la mission principale – menée clandestinement – consiste à exécuter des criminels. Ce groupe sera connu du public sous le nom d'« Escadron de la mort » et son modèle essaimera, sous la même appellation, dans d'autres États du pays. Malgré les critiques répétées de la presse et les enquêtes menées par des commissions *ad hoc* pour élucider les crimes commis et poursuivre leurs auteurs, l'Escadron

18. Voir à ce sujet C. Caldeira Dias, *op. cit.*, 2009 et K. Biondi, *op. cit.*, 2009.

19. Voir C. Dias, *op. cit.*, 2009.

20. Il s'agit de M. William Herbas Camacho, dit « Marcola », leader incontesté du PCC jusqu'aux événements de 2006. Il aura passé six ans dans les dures conditions de la détention à l'isolement.

21. Voir à ce sujet, K. Biondi, *op. cit.*, 2009.

22. Parmi les quelques exceptions, voir G. de Santis Feltran, *op. cit.*, 2008 ainsi que V. da Silva Telles, D. Hirata, *op. cit.*, 2007.

23. Voir G. de Santis Feltran, *op. cit.*, 2008.

de la mort perdue, y compris après le décès de son principal dirigeant, l'inspecteur de police Le Cocq. Dès les années 1960, se crée la Scuderie Le Cocq, organisation formée d'« hommes en or » ainsi qu'ils se nomment eux-mêmes, de la police de Rio de Janeiro. Les commissions d'enquêtes permettent l'arrestation de certains de ses membres, mais le groupe continue d'exister dans la clandestinité et se renforce après le coup d'État militaire de 1964. D'autres groupes vont apparaître justifiant de la même manière leur action de « justiciers » qui « font justice » parce que les institutions judiciaires « libèrent les bandits ». Une phrase tirée d'un entretien télévisé d'un des membres de la Scuderie Le Cocq est restée fameuse : « Un bon bandit est un bandit mort ». C'est ainsi qu'une fraction de la population estime qu'il faut agir avec les criminels.

Cette politique semi-légale d'extermination prospère sous la dictature avec l'apparition, à partir des années 1970, dans la Baixada Fluminense, la banlieue surpeuplée de Rio de Janeiro, de « groupes d'extermination » comme les désigne la presse de l'époque, appellation encore en usage aujourd'hui. Il s'agit de petits groupes formés de policiers, d'agents de l'administration pénitentiaire et d'agents de sécurité qui perçoivent de l'argent de la part de commerçants et d'entrepreneurs pour « nettoyer la zone », c'est-à-dire tuer les voleurs, armés ou non, qui y opèrent. Il existe une autre modalité d'action menée par la police *mineira* <sup>24</sup> également constituée de groupes de policiers et ex-policiers qui vendent leur protection à de petits entrepreneurs et à des commerçants ainsi que leurs services de tueurs à gage. Dans les années 1980, le chiffre des homicides atteint un niveau sans précédent en raison, essentiellement, de l'action de ces groupes toujours actuelle, mais plus clandestine.

Dans les années 1990, une nouvelle modalité de « police *mineira* » fait son apparition dans la *favela* de Rio das Pedras, à Rio de Janeiro : l'offre (ou l'extorsion) de protection pour empêcher l'installation du trafic dans la *favela* ne vise plus seulement les commerçants locaux mais les résidents eux-mêmes. Un nouveau modèle d'offre de protection va faire son apparition par l'intermédiaire des associations de résidents : il combine l'action armée de policiers, l'activité associative et les pratiques de leaders visant une carrière politique <sup>25</sup>. Ce montage parvient en effet à interdire l'entrée du trafic dans la *favela* et à y exercer un contrôle social bien que, pour une partie de ses habitants, le versement d'une taxe en échange de protection apparaît comme une forme déguisée d'extorsion. Ce modèle va se propager dans d'autres quartiers de l'Ouest de Rio de Janeiro et donner naissance à une organisation de type mafieux appelée « Ligue de la justice », dont le bras politique est représenté par des députés et des conseillers municipaux et le bras armé par des membres actifs ou retraités de la police militaire ou civile,

---

24. *Mineiro*, -a est à entendre ici au sens de *garimpeiro*, chercheur ou mineur clandestin de métaux précieux ou de diamants. (N.d.T.)

25. Voir M. Burgos (coord.), *A Utopia da Comunidade. Rio das Pedras, uma favela carioca*, Rio de Janeiro, PUC-Rio e Edições Loyola, 2002 ; ainsi que A. Zaluar, I. S. Conceição, *op. cit.*, 2007.

des agents de l'administration pénitentiaire, des sapeurs-pompiers et des policiers municipaux. À partir de 2006, date de leur constitution, la presse va donner à de telles formes d'organisations le nom de « milices ». À la suite des reportages qui lui sont alors dédiés, la Ligue sera fortement réprimée, mais les milices perdurent. Le terme de milice recouvre un phénomène plus complexe que ne le laisse entendre sa dénomination: il renvoie, en effet, à des modalités différentes de contrôle du territoire <sup>26</sup>, bien qu'elles procèdent toutes d'une même justification, « l'absence d'État », pour se substituer au trafic de drogue et offrir, à la place et en toute illégalité, une série de services et de marchandises.

Aujourd'hui, quelque 90 *favelas* se trouvent sous le contrôle de ces « milices ». Dans chacune d'entre elles, un groupe armé contrôle la distribution des bouteilles de gaz, la fourniture clandestine d'accès à Internet ainsi qu'à la télévision par câble et, dans certaines zones, un service de transport public illégal avec des voitures de tourisme de type Van. Il empêche également que le trafic de drogue s'installe localement, bien qu'il se trouve des cas où la milice « vend » son territoire à des trafiquants lorsque les profits escomptés n'ont pas été réalisés. L'Assemblée nationale a constitué une commission d'enquête parlementaire pour faire la lumière sur les pratiques illégales et les violences; et le ministère de la Sûreté publique a réprimé avec sévérité les milices en allant, dans certains cas, jusqu'à faire arrêter et déférer à la justice les principaux hommes politiques liés à ladite Ligue de justice. Malgré tout, comme pour le trafic de drogue, les milices continuent d'exister dans différents endroits de Rio de Janeiro bien qu'elles aient perdu leur bras politique le plus visible, la Ligue de justice, et aient été contraintes à la clandestinité.

## CONCLUSIONS

À l'instar du jeu de *bicho* et du trafic de drogue, tous deux apparus à Rio de Janeiro, le modèle des milices est progressivement adopté dans des villes d'autres États du pays, étendant à l'échelle nationale des formes d'organisation criminelle qui ont pour caractéristique essentielle le recours à la violence. Aujourd'hui, le jeu de *bicho* est présent dans tout le pays, un réseau de bandes de trafiquants de drogue opère dans chaque État et, dans cinq d'entre eux au moins (Rio de Janeiro, São Paulo, Espírito Santo, Mato Grosso do Sul et Paraná), des détenus ont constitué des organisations. Des groupes d'extermination et des formes de police *mineira* opèrent communément dans tout le Nord et le Nordeste du pays comme dans les États, déjà cités, où existent des organisations de détenus.

---

26. Voir à ce sujet le Rapport de la commission parlementaire d'enquête de l'Assemblée législative sur les milices (2008) [Relatório da Comissão Parlamentar de Inquérito da Assembléia Legislativa sobre Milícias]. Voir I. Cano, « Seis por meia dúzia? Um estudo exploratório do fenômeno das chamadas 'milícias' no Rio de Janeiro », dans *Segurança, Tráfico e Milícias*, Rio de Janeiro, Justiça Global e Fundação Heinrich Böll, 2008 et F. Souza, *op. cit.*, 2008.

Le point commun à ces trois modalités d'organisation criminelle étudiées dans le présent article est, tout d'abord, la mise en place de marchés illégaux. Les marchandises illégales exploitées – jeu, drogue, armes et protection – constituent un capital aux propriétés différentes. La spécificité des drogues illicites et des armes létales réside dans le fait que leur valeur sur le marché dépend de la variation de l'offre qui, à son tour, est fonction de la répression qui s'exerce sur ces organisations. Ce qui n'est pas le cas du jeu et de la protection. Le prix de ces deux marchandises dépend davantage de la demande et, par conséquent, de la variation de l'importance de la clientèle. Dans le cas de la protection, en l'absence de clientèle spontanée, on peut en créer une au moyen de l'extorsion. Mais, pour se reproduire, toutes ces organisations ont besoin d'un second type de marchandise, celle qui peut protéger celui qui offre de la protection, celui qui contrôle des territoires, celui qui vend des armes, celui qui enregistre les mises dans la rue. Il s'agit, dans ce cas, d'une marchandise dont les possibilités de réalisation reposent sur la capacité que confèrent le pouvoir et le rapport de force. C'est pourquoi on la désigne sous le nom de « marchandise politique <sup>27</sup> ». Cette marchandise est le résultat d'un échange inégal, presque toujours forcé, bien que sa réalisation soit de l'intérêt des deux parties. Son prix dépend d'un calcul à la fois politique et économique. Il peut être le produit de la privatisation de fonctions étatiques de la part d'un fonctionnaire – tel est le cas du type d'échange appelé « corruption » – ou, plus simplement, le produit de la possession de l'information, de la force, du pouvoir ou de la violence nécessaires pour obliger un sujet ou un groupe social à entrer dans une relation d'échange – tel est le cas de ce que l'on désigne sous le nom d'« extorsion ». Évidemment, il est possible d'interpréter ces échanges d'un strict point de vue économique, mais c'est perdre la dimension politique et la complexité de l'interaction sociale dans laquelle ils se produisent.

Si l'on voulait établir une échelle de valeur des marchandises politiques, ce que l'on nomme le « clientélisme » se trouverait au plus bas et l'« extorsion avec enlèvement et séquestration » au plus haut. Peu importe, ici, la finalité de l'échange, qui peut être égoïste ou altruiste, individuelle ou collective. Différentes modalités de corruption pourraient compléter cette échelle qui va de la valeur la plus basse à la plus élevée. Sur ce marché, le gain n'est pas seulement fonction de la loi de l'offre et de la demande, mais aussi d'un rapport des forces et d'un rapport de pouvoir. Peu importe que ce pouvoir découle des attributs de l'État ; il peut être produit indépendamment de l'État, comme ce fut le cas avant son apparition dans la modernité. Pour Max Weber, ce type de gain résulte d'un capitalisme aventurier ou politique, par opposition au capitalisme moderne, fondé sur le libre-échange et la concurrence régulée par un droit rationnel. Cette interprétation tend à reléguer dans un passé précapitaliste les pirates, les trafiquants d'esclaves et autres marchands

---

27. M. Misse, *op. cit.*, 1997 ; M. Misse, *op. cit.*, 1999 ; M. Misse, « Mercados ilegais, redes de proteção e organização local do crime no Rio de Janeiro », *Revista de Estudos Avançados*, vol. 21, n° 61, 2007, pp. 139-157 ; M. Misse, *op. cit.*, 2009.

dont le gain dépend du recours à la violence. Cependant, cette modalité de gain ne disparaîtra pas avec l'avènement et l'hégémonie du capitalisme moderne. Elle lui est complémentaire, bien que hors la loi. On ne peut comprendre les modalités de reproduction des organisations criminelles de toute nature si l'on ignore qu'elles sont productrices ou produits de marchandises politiques.

Dans le pays, notamment à Rio de Janeiro, la police est constamment l'objet de très graves accusations et de plaintes pour corruption. Depuis des décennies, on rapporte une très grande quantité de tels faits, d'abord liés à la prostitution, la contrebande et le jeu de bicho, puis, actuellement, au trafic de drogue et d'armes. En général, ce que l'on désigne par corruption dans la police recouvre trois types de faits répertoriés : le pot-de-vin pour échapper à une contravention pour infraction au code de la route ou pour d'autres infractions à des règlements, normes et lois des États ; l'arrangement ou échange négocié, qui impliquent des contrevenants et autres agents de marchés illicites qui n'ont pas eu nécessairement recours à la violence ; l'arrego<sup>28</sup>, qui est un échange inégal ou extorsion, et qui s'instaure généralement en matière de trafic de drogue (en gros ou au détail) et d'armes<sup>29</sup>. Dans tous les cas, la reproduction des organisations criminelles de tous types se fait de plus en plus dépendante d'accords et d'échanges politiques avec des fonctionnaires, au premier rang desquels les policiers parce qu'ils détiennent le droit d'utilisation des armes et les informations stratégiques. Contrairement à ce qui se passe dans le jeu de bicho où l'on a affaire à l'« arrangement » (accord négocié), voire à la cooptation de fonctionnaires pour les inscrire sur les registres de paiement, les policiers de Rio se mettent à pratiquer l'arrego (extorsion) avec les trafiquants de drogue en les forçant de fait à accepter des échanges politiques inégaux. L'un des trafiquants les plus connus de Rio, qui purge aujourd'hui une peine dans la prison de Bangu, avait versé près de 250 000 dollars aux policiers lors d'une précédente arrestation pour négocier sa libération. Dans l'État de Rio de Janeiro comme dans d'autres États, le pot-de-vin, l'arrangement et l'arrego se sont banalisés. L'existence de telles marchandises politiques permet de comprendre le lien entre violence, organisations criminelles et gains sur les marchés illégaux du pays.

*Traduit du portugais (du Brésil) par Georges Durand*

---

28. *Arrego*, terme de la langue familière désignant l'acte de se rendre, de se soumettre (N.d.T.)

29. Sur les différentes modalités d'échange politique, voir M. Misse, *op. cit.*, 2009. À propos de la différence entre arrangement et *arrego*, voir L. Pires, *Arreglar não é pedir arrego. Uma etnografia de processos de administração institucional de conflitos no âmbito da venda ambulante em Buenos Aires e Rio de Janeiro*, Niterói, PPGA-UFF, thèse de doctorat en anthropologie, 2010.

**BIBLIOGRAPHIE**

J. Claudio Alves de Souza, « Milícias: mudanças na economia política do crime no Rio de Janeiro », dans *Segurança, Tráfico e Milícias*, Rio de Janeiro, Justiça Global e Fundação Heinrich Böll, 2008.

M. Burgos (coord.), *A Utopia da Comunidade. Rio das Pedras, uma favela carioca*, Rio de Janeiro, PUC-Rio e Edições Loyola, 2002.

I. S. Conceição, A. Zaluar, « Favelas sob o controle das milícias no Rio de Janeiro », *São Paulo em Perspectiva*, vol. 21, n° 2, 2007, pp. 89-101.

J. C. Garzon, *Mafia & Co. La red criminal en México, Brasil y Colombia*, Bogotá, Planeta, 2008.

C. C. Grillo, « O “morro” e a “pista” : um estudo comparado de dinâmicas do comércio ilegal de drogas », *Dilemas – Estudos de Conflito e Controle Social*, vol. 1, n° 1, 2008.

L. A. Machado da Silva (dir.), *Vida sob cerco. Violência e rotina nas favelas do Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro, Editora Nova Fronteira/FAPERJ, 2008.

M. Misse, *Crime e Violência no Brasil Contemporâneo. Estudos de sociologia do crime e da violência urbana*, Rio de Janeiro, Editora Lumen Juris, 2006.

M. Misse, J. Domingues Vargas, « L'évolution de la consommation et du trafic de drogues illicites à Rio de Janeiro », *Déviance et société*, vol. 32, n° 3, 2008, pp. 377-391.

R. de Souza, « Narcotráfico y economía ilícita: las redes del crimen organizado en Rio de Janeiro », *Revista Mexicana de Sociología*, année 66, n° 1, 2002, pp. 141-191.